

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Ministère de la Justice
Direction interrégionale des Services pénitentiaires de Paris
Département du Budget et des Finances
Unité des Achats et des Marchés Publics
3, avenue de la Division Leclerc
B.P. 103
94267 FRESNES CEDEX
Tél: 01 88 28 70 00**

**MISE A DISPOSITION DE FONTAINES A EAU RACCORDEES AU RESEAU, DE
FONTAINES A BONBONNE ET LA FOURNITURE DE BONBONNES AU PROFIT DES
ETABLISSEMENTS ET SERVICES DE LA DIRECTION INTERREGIONALE DES
SERVICES PENITENTIAIRES DE PARIS**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) N°23092025

Code de la Commande publique du 01 avril 2019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES	7
1.1 – Objet du marché	7
1.2 – Type de marché	7
1.3 – Mode de passation et forme du marché	7
1.4 – Périmètre du marché	7
1.5 – Décomposition en lots	7
1.6 – Normes	8
ARTICLE 2 – DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHE – DEBUT DES PRESTATIONS	8
2.1 – Durée et reconduction du marché	8
2.2 – Début des prestations	8
ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	8
3.1 – Pièces particulières	8
3.2 – Pièces générales	8
ARTICLE 4 – NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	9
ARTICLE 5 – DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES	9
ARTICLE 6 – CLAUSES DE REEXAMEN	9
ARTICLE 7 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	10
ARTICLE 8 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	11
8.1 – Obligations générales	11
8.2 – Modalités d'exécution des prestations	11
ARTICLE 9 – PENALITES ET SANCTIONS POUR DEFAUT D’EXECUTION DES PRESTATIONS N’ENTRAINANT PAS LA RESILIATION DU MARCHE	13
ARTICLE 10 – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS	14
ARTICLE 11 – PRIX DU MARCHE – CONTENU – VARIATION	15
11.1- Prix du marché	15
11.2- Répartition du montant en cas de groupement	15
11.3- Contenu des prix	15
11.4 – Type de variation des prix	15
11.5 – Mois d'établissement des prix	15
11.6 – Révision des prix	15
11.7 – Arrondis	16
ARTICLE 12 – AVANCE	16
ARTICLE 13 – DELAIS D’EXECUTION	17
ARTICLE 14 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	17
14.1- Présentation des demandes de paiement par le titulaire	18

14.2 – Modalités et délai de paiement	19
14.3 – Modalités et délai de paiement	19
ARTICLE 15 – GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ	20
15.1 – Interlocuteurs du marché	20
15.2 – Forme des notifications et communications	20
ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE	20
16.1 – Confidentialité des échanges dans le cadre de ce marché	20
16.2 – Confidentialité des données	20
ARTICLE 17 – CONDITIONS D’ACCES AUX ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES	21
ARTICLE 18 – HYGIENE ET SECURITE	22
ARTICLE 19 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	22
ARTICLE 20 – NANTISSEMENT	22
ARTICLE 21 – ASSURANCE	22
ARTICLE 22 – RESILIATION	22
22.1 – Résiliation du marché	22
22.2 – Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d’alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé	23
ARTICLE 23 - DROIT, LITIGE ET LANGUE	23
ARTICLE 24 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES	24
ARTICLE 25 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE	24
ARTICLE 26 – TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	24
ARTICLE 27 - DEROGATION AU C.C.A.G	28
ARTICLE 28 – PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT	28
ARTICLE 29 – DIMENSION SOCIALE : DIVERSITE ET EGALITE F/H	28

DEFINITIONS :

Administration : désigne la Direction et les services relevant du ministère de la Justice. Elle participe à l'exécution des décisions pénales et au maintien de la sécurité publique. Elle met en œuvre des actions de réinsertion sociale des personnes placées sous-main de justice.

Capacité d'accueil : des Établissements désignée également **Capacité théorique** des établissements se définit de manière théorique par la somme des cellules utilisées pour héberger les détenus placés en détention. Pour chaque établissement cette capacité d'accueil est calculée en nombre de places par référence à des critères de superficie édictés par la circulaire NOR. E 88 40016 C du 17 mars 1988.

Centre de détention (CD) : désigne un établissement pénitentiaire accueillant les personnes majeures condamnées. Leur régime de détention est orienté principalement vers la resocialisation des détenus.

Centre pénitentiaire (CP) : établissement pénitentiaire qui comprend au moins deux (2) quartiers à régime de détention différents : maison d'arrêt, centre de détention et/ou maison centrale.

Chef d'Établissement : désigne le directeur des services pénitentiaires nommé par arrêté ministériel pour diriger et gérer un établissement pénitentiaire.

Condamné : désigne la personne déclarée coupable d'avoir commis une infraction par une décision définitive.

Prévenu : désigne la personne (en liberté ou détenue dans un établissement pénitentiaire) poursuivie pour délit ou crime, et qui n'a pas encore été jugée ou dont la condamnation n'est pas définitive.

Détenu : désigne une personne écrouée dans un établissement pénitentiaire.

Établissement pénitentiaire : il existe plusieurs types d'établissements pénitentiaires selon le régime de détention et les catégories de condamnations : les centres de détention (CD), les centres pénitentiaires (CP), les centres de semi-liberté (CSL), les maisons d'arrêt (MA), les maisons centrales (MC), les établissements pour mineurs (EPM).

Maison d'arrêt (MA) : établissement pénitentiaire qui reçoit les prévenus et les condamnés dont la durée de peine restant à purger est inférieure à 1 an, ou les condamnés en attente d'affectation dans un établissement pour peine (centre de détention ou maison centrale). Certaines maisons d'arrêt disposent d'un quartier spécifique pour recevoir des mineurs, séparés des adultes.

Maison centrale (MC) : établissement qui reçoit les condamnés de longue peine. Leur régime de détention est axé essentiellement sur la sécurité.

État : désigne le Ministère de la justice représenté par la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP).

Notification : la notification transforme le projet de contrat en Marché et le candidat en Titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie certifiée conforme du Marché au Titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise contre récépissé.

Service Général : désigne le travail des personnes détenues affectés à des activités concourant au fonctionnement courant de l'établissement pénitentiaire, notamment la maintenance, l'entretien des locaux, la préparation ou la distribution des repas, et des produits cantinés.

Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) : structure départementale de l'administration pénitentiaire. Le SPIP est chargé du suivi des personnes condamnées incarcérées (milieu fermé) ou non (milieu ouvert) confiées par l'autorité judiciaire : suivi individuel ou collectif.

PRESENTATION DES POUVOIRS ADJUDICATEURS

Le Ministère de la Justice

Pour une présentation du Ministère de la Justice, le candidat peut consulter le site Internet à l'adresse suivante : www.justice.gouv.fr;

La Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)

Les missions de la DAP

L'exécution des décisions de justice

L'Administration Pénitentiaire prend en charge les personnes placées sous-main de justice.

Les mesures prononcées à leur égard peuvent intervenir avant ou après le jugement. Elles sont exécutées soit en milieu fermé, dans les prisons, soit en milieu ouvert, sans enfermement ou après la sortie (D.544 du code de procédure pénale).

- ✓ En milieu fermé, une personne est soit appelée « prévenu » en attente de jugement ou « condamné » exécutant une peine privative de liberté.
- ✓ En milieu ouvert, la personne est suivie par un Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (dit « SPIP »), dans le cadre d'une mesure de milieu ouvert comme, la libération conditionnelle, le sursis avec mise à l'épreuve, le travail d'intérêt général des mesures de sûreté, le contrôle judiciaire, la surveillance judiciaire, la surveillance électronique mobile, le suivi socio-judiciaire.

La réinsertion sociale

L'Administration Pénitentiaire met en place, avec des partenaires publics ou associatifs, des dispositifs d'insertion (hébergement, emploi, suivi médical, enseignement par exemple) qu'elle propose aux personnes détenues et aux personnes suivies par les SPIP.

En milieu fermé, les actions développées doivent permettre de prévenir la récidive, de prévenir le suicide, maintenir les liens familiaux et de préparer leur sortie. En milieu ouvert, les personnels d'insertion et de probation ont un rôle de contrôle, de conseil et d'orientation vers les organismes et les associations compétents, selon les obligations ordonnées par les juridictions.

La législation pénale pose en principe l'individualisation des peines en milieu ouvert comme en milieu fermé. L'exécution de la peine tient compte de la personnalité, du comportement et des possibilités de réinsertion de la PPSMJ.

Au nom de ce principe, la juridiction de l'application des peines dispose de différentes mesures d'individualisation de la peine : libération conditionnelle, placement en semi-liberté, placement à l'extérieur, placement sous surveillance électronique. Le juge de l'application des peines (JAP) décide des mesures à prendre en s'appuyant sur l'avis des personnels des SPIP et des établissements.

Les structures de la DAP

Placée sous l'autorité du garde des Sceaux depuis 1911, la Direction de l'Administration Pénitentiaire est l'une des six directions du Ministère de la Justice. A sa tête, le directeur est nommé par décret du Président de la République, sur proposition du garde des Sceaux. Elle se compose d'une Administration centrale et de services déconcentrés (Directions Interrégionales, établissements pénitentiaires et SPIP).

L'Administration centrale

L'Administration centrale de la direction de l'Administration Pénitentiaire est organisée en :

- ✓ quatre sous directions (sous-direction des missions, sous-direction du pilotage et de la sécurité des services, sous-direction des métiers et de l'organisation des services, sous-direction des ressources humaines et des relations sociales),
- ✓ deux services (service de la communication et des relations internationales, inspection des services pénitentiaires).

Les services déconcentrés

Les Directions Interrégionales des Services Pénitentiaires (DISP)

L'échelon de déconcentration retenu par la direction de l'Administration Pénitentiaire est la région pénitentiaire.

Il existe neuf directions interrégionales des services pénitentiaires (ci-après dites « DISP ») et une mission des services pénitentiaires de l'outre-mer.

Les directions interrégionales animent, contrôlent et coordonnent l'activité des établissements pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation de leur ressort.

Les établissements pénitentiaires

Il existe trois catégories d'établissements pénitentiaires :

Les maisons d'arrêt (MA) reçoivent les prévenus (personnes en attente de jugement) ainsi que les condamnés dont le reliquat de peine n'excède pas un an lors de leur condamnation définitive. Il existe une maison d'arrêt au moins par département (sauf le Gers).

Les établissements regroupent maisons centrales (MC), centres de détention (CD), centres de semi-liberté (CSL), centres pénitentiaires (CP), quartiers pour peines aménagées (QPA) en fonction du type de population pénale qu'ils accueillent.

Les établissements pour mineurs (EPM) accueillent les jeunes de 13 à 18 ans.

Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP)

Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation sont des structures administratives départementales regroupant, au niveau de chaque département géographique, l'ensemble des ressources humaines et des moyens affectés aux missions d'insertion et de probation en milieu ouvert et fermé.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet du marché

L'objet du marché est défini comme suit :

« Mise à disposition de fontaines à eau raccordées au réseau, de fontaines à bonbonne et la fourniture de bonbonnes au profit des établissements et services de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris »

Les caractéristiques propres aux prestations attendues sont développées dans le présent CCTP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 – Type de marché

Le présent marché est un marché public de fournitures et de services.

1.3 – Mode de passation et forme du marché

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert, soumis aux dispositions de l'article L.2124-2 du Code de la commande publique. Chaque lot est un accord-cadre mono-attributaire sans minimum et avec un maximum de 250 000 € HT par lot, mis en œuvre par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande seront notifiés par les représentants du pouvoir adjudicateur **au fur et à mesure des besoins.**

1.4 - Périmètre du marché

Les lieux d'exécution des prestations sont les locaux et établissements du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) de Paris listés en annexe 1.

La DISP de Paris et les établissements qui en dépendent sont habilités à émettre des bons de commande.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des augmentations ou des diminutions du volume des prestations mentionnées dans le présent marché.

L'Administration Pénitentiaire a élaboré un plan de rénovation de ses établissements, aussi au cours du marché, des modifications d'adresses sont susceptibles d'intervenir. Le Titulaire sera averti des modifications par courrier ou courriel.

Tout ajout ou suppression d'un site sera notifié au Titulaire courriel et régularisé par voie d'avenant.

1.5 - Décomposition en lots

Le présent marché est alloté en deux (2) lots géographiques, déterminés de la manière suivante :

- **LOT 1** : Départements des Yvelines (78) et de l'Essone (91)
- **LOT 2** : Départements de Paris (75), Seine et Marne (77), Hauts de Seine (92), Seine Saint Denis (93), Val de Marne (94) et Val d'Oise (95).

1.6 – Normes

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

ARTICLE 2 - DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHE - DEBUT DES PRESTATIONS

2.1 – Durée et reconduction du marché

Un accord-cadre est conclu pour une durée initiale ferme de deux (2) ans à compter de sa date de notification. Conformément à l'article R 2112-4 du code de la commande publique, les marchés sont renouvelables deux (2) fois à leur date d'anniversaire, par période d'un an, par tacite reconduction, sans que leur durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire du marché, deux (2) mois avant la date d'échéance de la période en cours. En outre, la non reconduction du marché n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

2.2 – Début des prestations

Le début d'exécution des prestations est prévu pour le 1^{er} Aout 2025

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

3.1 - Pièces particulières :

Par dérogation l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E),
- Le bordereau des prix unitaires des lots 1 et 2 (B.P.U),
- Le cahier des clauses administratives particulières et son annexe (C.C.A.P),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P),
- La proposition technique du titulaire (cadre de réponse annexe au règlement de la consultation et tous les éléments annexés).

3.2 - Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (Journal Officiel de La République Française n° 0078 du 01 avril 2021). Le C.C.A.G. - F.C.S. n'est pas joint au marché, il est réputé connu des entreprises et est disponible à l'adresse suivante : <http://www.marche-public.fr/CCAG-telecharger.htm>.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Seuls les exemplaires originaux conservés par le pouvoir adjudicateur font foi.

ARTICLE 4 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), pour l'ensemble des lots sont :

Classifications principales et complémentaires
Installations de distribution d'eau (39370000-6)
Distributeurs de boissons (42968100-0)
Bonbonnes (39226210-7)

ARTICLE 5 – DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les spécifications techniques des prestations attendues au titre du présent marché sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P). **Par le seul fait d'avoir soumissionné, le titulaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant l'appel d'offres et s'être pleinement rendu compte des contraintes et obligations dans lesquelles doivent s'effectuer les prestations objet du marché.**

Le titulaire s'engage à se conformer aux conditions figurant dans le présent CCAP et le CCTP. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni prétendre à une quelconque indemnité du fait de l'exécution du marché.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique, les clauses de réexamen suivantes pourront s'appliquer en cours d'exécution du marché :

- Ajout ou suppression de sites propre à chaque pouvoir adjudicateur suite à construction, déménagement ou extension de nouveaux sites ou autres situations.

L'ajout ou la suppression de sites sera notifié par écrit par le pouvoir adjudicateur et contractualisé par le biais d'un avenant. Un délai raisonnable sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer au pouvoir adjudicateur un devis détaillé.

L'ajout ou la suppression de site fera l'objet d'une nouvelle décomposition du prix après accord des parties qui se substituera au précédent ainsi qu'au montant prévu et fixé initialement. La fixation des prix pour les sites ajoutés devra obligatoirement être similaire et en cohérence avec les prix établis pour des sites similaires en termes de complexité et de superficie. Les prestations à effectuer sur les nouveaux sites seront identiques à celles prévues au CCTP.

- Prestations devenues nécessaires, et qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques.
- Modification non substantielle ou de faible montant.
- Arrêt ou suspension de prestations liées à un événement indépendant de la volonté du pouvoir adjudicateur.

- Disparition d'un indice de révision de prix

En cas de disparition d'un indice de révision de prix sans substitution de ce dernier, un nouvel indice est choisi par le pouvoir adjudicateur avec l'accord du titulaire et par échange de courrier. Si l'indice est substitué par un autre plus récent, le dernier indice en vigueur fait foi.

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial.

- Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la D.I.S.P. de Paris et communiquer un extrait Kbis et une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (R.I.B) et, le cas échéant toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais.

- Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, la D.I.S.P. de Paris procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés à l'article R2343-16 du code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Un extrait Kbis, une fiche SIREN et un relevé d'identité bancaire devront également être joints à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la DISP procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

ARTICLE 7 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur, une mise en demeure lui demandant, s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse, dans le délai d'un mois, à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 - Obligations générales

Les spécifications techniques des prestations attendues au titre du présent marché sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

8.2 – Modalités d'exécution des prestations

Le marché est exécuté à travers l'émission de bons de commande. Ceux-ci sont établis selon le planning convenu entre les deux parties et au fur et à mesure des besoins exprimés par l'Administration jusqu'à la date de fin d'exécution du dit marché.

Le titulaire est chargé de :

- La livraison des fontaines,
- L'installation de nouveaux raccordements
- L'installation des opérations de raccordement au réseau,
- La mise en service des fontaines,
- La maintenance préventive et curative des fontaines,
- La fourniture des bonbonnes.

Les modalités concernant l'exécution des prestations de livraison, d'installation, et de reprise d'équipements sont répertoriées dans le C.C.T.P.

Obligations particulières

Les obligations particulières aux établissements pénitentiaires sont indiquées à l'article 17 du présent CCAP.

La D.I.S.P. de Paris se réserve le droit d'interdire l'accès à un agent non habilité et de demander le retrait ou le remplacement immédiat d'un ou plusieurs agents ne donnant pas satisfaction. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations

.

Sécurité

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et doit s'assurer du respect de ces obligations. Afin d'assurer la sécurité des lieux, aucune personne ne peut accéder aux locaux sans y avoir été autorisée.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement fiscal en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal. La monnaie de compte est l'**euro**.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre une déclaration (DC4) du sous-traitant, comportant son identité et son adresse.

Obligations relatives au dispositif de lutte contre le travail dissimulé

La loi du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit précise les obligations du pouvoir adjudicateur et du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé. Lorsque le titulaire ne satisfait pas aux formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité après une mise en demeure préalable.

Le pouvoir adjudicateur enjoint au titulaire de régulariser la situation dans les cas suivants :

- Il n'a pas produit les documents exigés par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'article L8222-1 du code du travail,
- Un agent de contrôle signale au pouvoir adjudicateur que le titulaire ne respecte pas la réglementation relative à la lutte contre les différentes formes du travail illégal, conformément au dispositif d'alerte prévu par l'article L8222-6 du code du travail.

En l'absence de régularisation dans le délai fixé par décret en Conseil d'État, le pouvoir adjudicateur peut appliquer les pénalités détaillées ci-après ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur. Le montant des pénalités est égal à **10 % du montant du marché** et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Sous-traitance

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché.

L'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Conformément à l'article L.2193-3 du Code de la commande publique, la sous-traitance totale des prestations est interdite. Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de la DISP de Paris, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

ARTICLE 9 – PENALITES ET SANCTIONS POUR DEFAUT D’EXECUTION DES PRESTATIONS N’ENTRAINANT PAS LA RESILIATION DU MARCHE

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à rémunération sans pénalité.

Le titulaire sera exonéré de toute pénalité en cas de mise en place de mesures de sécurité pénitentiaire par le chef d’établissement garantissant la sécurité des personnes.

Il est à la charge du titulaire d’en apporter la preuve (impossibilité d’accès au site par son personnel).

Pour chaque contrôle effectué sur un site, lorsque des insuffisances sont constatées, le pouvoir adjudicateur peut appliquer de plein droit sur la facture correspondante, une pénalité.

Par dérogation à l’article 14 du C.C.A.G.-F.C.S, dans le cas où le titulaire n’exécute pas la prestation objet du marché ou l’exécute partiellement de son fait, celui-ci encourt, en cas de retard, d’inexécution, d’exécution partielle ou de mauvaise exécution sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes.

➤ LIVRAISON ET INSTALLATION DES FONTAINES À EAU et BONBONNES

- **Pénalité forfaitaire pour retard ou absence de livraison**

RETARD DE LIVRAISON	
FONTAINES	CONSOMMABLES
10% du prix HT de l’installation	10% du prix HT des consommables

ABSENCE DE LIVRAISON	
FONTAINES	CONSOMMABLES
20% du montant total HT de la facture	

- **Pénalité forfaitaire pour livraison non conforme au marché ou au BPU**

LIVRAISON NON CONFORME	
FONTAINES	CONSOMMABLES
5% du montant total HT de la facture	

➤ MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CURATIVE

- **Pénalité pour retard d'intervention**

RETARD D'INTERVENTION	
PRÉVENTIVE	CURATIVE
10% du montant total HT de la facture	10% du montant total HT de la facture

- **Pénalité forfaitaire pour une intervention partielle**

Lors de son intervention, si le prestataire ne pallie pas totalement au problème pour lequel il a été convoqué, les pénalités suivantes s'appliquent **par jour de manquement du montant total HT de la facture mensuelle**.

MAINTENANCE PARTIELLE	
PRÉVENTIVE	CURATIVE
5% du montant total HT de la facture mensuelle	

- **Pénalité forfaitaire pour absence d'intervention**

ABSENCE D'INTERVENTION	
PRÉVENTIVE	CURATIVE
20% du montant total HT de la facture mensuelle	

➤ **ÉTAT DU PARC DES FONTAINES ET BILAN SEMESTRIELS ET ANNUELS**

- **Pénalités pour absence de transmission de l'état du parc des fontaines et/ou des bilans annuels**

ABSENCE DE TRANSMISSION
90€

➤ **CONTACT AVEC LA SOCIETE**

- **Pénalités forfaitaires pour absence et/ou manque de communication de la société par mail/téléphone ou voie postale**

Pénalité qui s'applique en cas d'absence ou de manque de communication de l'entreprise sous **un délai de 3 jours**.

ABSENCE / MANQUEMENT
50€

L'ensemble des pénalités ne peut dépasser 50% du montant total HT de la facture mensuelle.

Les pénalités sont cumulables entre elles.

Le titulaire reste redevable de la non réalisation de la prestation qui a donné lieu à ladite pénalité, et ne peut être considéré comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Les pénalités commencent à courir, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités s'appliqueront sur le montant HT de la facture et viendront en déduction du montant TTC. Le montant de la pénalité est déduit du montant de la facture à venir.

ARTICLE 10 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de début du marché).

- **Émission et délai d'exécution des bons de commande**

Aucun minimum de commande n'est exigible par le titulaire. Le marché s'exécute au moyen d'émission de bons de commande établis par les établissements du ressort de la DISP de Paris.

Les prestations sont à exécuter à l'adresse indiquée sur les bons de commande. Les bons de commande sont transmis au titulaire par courrier, courriel ou par télécopie par le DAEBE (Département des achats et de l'exécution budgétaire et comptable de la DIR-SG Paris IDF)

- **Contenu des bons de commande**

Les bons de commande doivent comporter les renseignements suivants :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date d'émission du bon de commande,
- Le numéro du bon de commande,
- Le délai d'exécution des prestations,
- **Le numéro du marché,**
- **Le numéro d'engagement juridique initial (EJ marché),**
- La désignation et l'adresse du service destinataire des prestations,
- La désignation et l'adresse de facturation,
- Les montants HT et TTC des consommables,
- Les montants HT et TTC des prestations courantes,
- Les montants HT et TTC des prestations exceptionnelles,
- Le taux et le montant de la TVA de chacune des prestations,
- Le montant HT et TTC du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire. **Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.**

ARTICLE 11 – PRIX DU MARCHÉ - CONTENU – VARIATION

11.1- Prix du marché

Le montant des prestations, faisant l'objet du marché, est celui qui résulte des bons de commande émis. Les prix du marché sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans le bordereau de prix unitaire (BPU).

11.2- Répartition du montant en cas de groupement

Le groupement doit fournir en annexe des actes d'engagement, la répartition des prestations et leurs montants entre cotraitants.

11.3- Contenu des prix

Les prix indiqués dans le comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires tous les frais généraux, bénéfices, frais charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

11.4 – Type de variation des prix

Le prix sont réputés fermes pour une période de 12 mois à compter de la date d'entrée en vigueur du marché. Les révisions interviendront, par la suite, une fois par an, à la date anniversaire du début des prestations. Les prix sont révisibles suivants les modalités fixées à l'article 11.6 du présent document.

11.5 – Mois d'établissement des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois MO correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

11.6 – Révision des prix

Les valeurs des indices sont à relever sur le site de l'INSEE : <http://www.insee.fr>
Et plus particulièrement : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766462>

Les prix sont révisés par l'application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 [0.20 + 0.80 (I/I_0)]$$

Dans laquelle :

- **P** = Montant révisé hors taxe,
- **P₀** = Prix HT dans l'offre financière du titulaire ;
- **I₀** = Indice INSEE Identifiant 010766462 (Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (Btob) – CPF 81.29 – Autres services de nettoyage – Base 2021- du mois de la date limite de réception des offres ;
- **I** = Indice INSEE Identifiant 010766462 (Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (Btob) – CPF 81.29 – Autres services de nettoyage – Base 2021- du mois de la date anniversaire de notification ;

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision. En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié au titulaire par la DISP de Paris. Le titulaire disposera d'un délai de 21 jour calendaire pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

La révision des prix, datée et signée, doit être transmise par le titulaire à l'appui d'une lettre recommandée avec accusé réception au minimum 30 jours avant la date anniversaire du marché, auprès de la D.I.S.P. de Paris, D.B.F/U.A.M.P., 3 avenue de la Division Leclerc, BP 103, 94267 Fresnes Cedex.

A défaut, la révision ne pourra pas être appliquée et l'ancien prix restera applicable pour toute la nouvelle période. Si l'indice de révision n'est pas connu, la révision sera effectuée provisoirement sur la base du dernier indice connu. Dès que l'indice de révision sera publié, la révision définitive des prix sera effectuée et prendra effet rétroactivement afin de corriger la révision provisoire des prix.

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : l'administration se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date d'application de la révision des prix, sans indemnité, lorsque l'augmentation du pourcentage de la révision est supérieure à 1,5 % par an sans pouvoir excéder 4% sur la durée totale du marché.

11.7 – Arrondis

Lors de la mise en œuvre de la formule d'ajustement des prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 1 et 5 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- Si la troisième décimale est comprise entre 6 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

ARTICLE 12 – AVANCE

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, le montant de l'avance qui pourra lui être accordée sera égal à 5%, dans les conditions fixées aux articles L.2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 (régime général de l'avance) et R.2191-16 à R.2191-18 du code de la commande publique. Lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 20%.

Aucune autre avance ne sera accordée. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Pour la partie forfaitaire, le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché. Pour les prestations ponctuelles, le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande et l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Note : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article L.2191-2 à L.2191.3 du code de la commande publique.

ARTICLE 13 – DELAIS D'EXECUTION

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande devront être exécutés dans les délais prévus pour chaque type de prestation après réception du bon de commande. En cas d'urgence avérée, ce délai pourra être ramené à 48 heures ouvrées.

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- Si le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.
- Et à condition que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Ainsi aucune demande de prolongation du délai d'exécution ou de sursis du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 14 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Les paiements des prestations afférentes aux bons de commande se font par mandat administratif et sont à la charge de chaque établissement (centre de coût) bénéficiaire.

Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures sont émises, à terme échu :

- **Trimestrielle pour les prestations courantes**

Le montant à facturer trimestriellement correspond au quart 1/4 du montant annuel du bon de commande émis, par application des prix unitaires précisés dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

- **Pour les prestations ponctuelles**

Le montant à facturer sera fait sur la base du bon de commande émis, par application des prix unitaires précisés dans bordereau de prix unitaire (BPU).

Le montant de l'avance versée, les pénalités et les réfections sont déduites le cas échéant du montant de la facture, qui fera apparaître la valeur totale des prestations réalisées et/ou des fournitures livrées.

14.1- Présentation des demandes de paiement par le titulaire

- **Envoi dématérialisé et recours à un portail**

La transmission des factures doit être effectuée conformément aux dispositions de **l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique**.

Le Titulaire doit recourir à un portail

Utiliser le **portail Chorus Factures** accessible par internet à l'URL : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

i) En déposant ses factures ;

ii) En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus ».

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à : support.technique@chorus-factures.budget.gouv.fr

A l'aide du portail Chorus factures, le Titulaire de l'accord-cadre doit adresser ses factures sous forme électronique.

- **Demandes de paiement**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Outre les mentions légales, la facture est établie en un original et devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- L'adresse du titulaire,
- Le numéro de SIREN ou de SIRET,
- La date et le numéro de la facture,
- Le numéro du compte bancaire ou postal (RIB fournis avec l'acte d'engagement),
- **le n° du marché CHORUS,**
- **le numéro d'EJ (engagement juridique) du BC Chorus,**
- L'adresse et l'identification du lieu d'exécution des prestations
- le délai d'exécution des prestations,
- la date du bon de commande correspondant ;
- les montants H.T. et T.T.C. des prestations exécutées ;
- les taux et les montants de la TVA
- le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes ;
- **la nature des prestations exécutées,**
- le détail des prix unitaires si les prestations effectuées sont incomplètes ou non conforme,
- le taux et le montant de la TVA,

En cas de révision des prix, le titulaire indique les prix révisés par application du coefficient de calcul communiqué par la DISP de Paris renseigné à l'article 11.6 ci-dessus.

14.2 – Modalités et délai de paiement

Le règlement des factures se fera par mandat administratif.

IMPORTANT :

En cas de révision des prix, le titulaire indique les prix révisés. En cas de groupement, les factures de chaque cotraitant doivent renseigner l'indication précisant s'il y a paiement à un compte unique ouvert au nom du groupement. En cas de sous-traitance, les factures du titulaire devront renseigner, en plus des mentions listées ci-dessus, le montant des prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

14.3 – Modalités et délai de paiement

Le règlement des factures se fera par mandat administratif.

- **En cas de cotraitance :**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement conformément à l'article 12.1.2 du C.C.A.G.- F.C.S.

- **En cas de sous-traitance :**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse ensuite sa demande de paiement, au pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des demandes de paiement produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

- **Modalités de paiement en cas de désaccord**

En cas de désaccord entre le titulaire et la D.I.S.P. de Paris, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par la D.I.S.P. de Paris dans les conditions prévues à l'article 11.8.3 du C.C.A.G.- F.C.S., déduction faite des éventuelles pénalités.

- **Délai global de paiement et mode de calcul des intérêts moratoires**

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires en application de l'article L.2192-12 à L.2192-14 du code de la commande publique, au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires (IM) sera le taux applicable égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal majoré de **huit points** en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir. Le paiement s'effectuera par mandat administratif.

ARTICLE 15 – GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ

15.1 – Interlocuteurs du marché

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris

Département Budget et Finances

Unité des Achats et des Marchés Publics (UAMP)

Courriels : LISTEDRSPPARISCELLULEMARCHE@justice.fr

15.2 – Forme des notifications et communications

Les échanges de communication entre la D.I.S.P. de Paris et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Lorsque la notification d'une décision ou information de la D.I.S.P. de Paris doit faire courir un délai, ce document est notifié :

- Soit directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé,
- Soit par échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception par retour d'e-mail),
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Le titulaire procédera de la même façon s'il entend donner à sa communication une date certaine.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou d'une communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la D.I.S.P. de Paris, dans un délai de 15 jour décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.2.2 du C.C.A.G.- F.C.S.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui sont notifiées au titre de l'exécution du présent marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE

Il est dérogé à l'article 5.1 du C.C.A.G.-F.C.S. comme suit :

16.1 – Confidentialité des échanges dans le cadre de ce marché

Les parties s'engagent à ne pas divulguer le présent marché et toute information de quelque nature que ce soit échangée à l'occasion de son exécution et à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Elles se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté de la D.I.S.P. de Paris.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de confidentialité. Les parties s'engagent au respect de l'obligation de confidentialité par les personnes à qui la diffusion de l'information est expressément autorisée.

16.2 – Confidentialité des données

Les données contenues dans les supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations, à l'exception de celles

« Mise à disposition de fontaines à eau raccordées au réseau, de fontaines à bonbonne et la fourniture de bonbonnes pour les établissements et services de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris »

nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché,

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché,
- Prendre toutes mesures notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traitées tout au long de la durée du présent marché,
- Et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, ou à restituer intégralement tous supports d'informations.

A ce titre, si le titulaire sous traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

La D.I.S.P. de Paris se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater les respects des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

La D.I.S.P. de Paris pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 17 – CONDITIONS D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

Suivant l'application des dispositions de l'article 6 du C.C.A.G. relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité, le titulaire du marché est informé des modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements.

Les candidats sont réputés informés des conditions particulières à leur intervention à l'intérieur d'établissement pénitentiaire en activité. Ils se conforment à toutes injonctions du chef d'établissement et/ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement.

Ils ne peuvent en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

• Modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements

Dès notification du marché, le titulaire doit fournir à l'administration une photocopie recto/verso de la pièce d'identité en cours de validité, une preuve filiale, une preuve d'adresse ainsi qu'un numéro de téléphone **personnel** à chaque intervenant afin d'obtenir l'extrait B2 du casier judiciaire. A défaut de présentation de ces documents, les intervenants ne peuvent accéder dans les établissements.

Toute personne entrant dans l'établissement doit se plier aux contrôles d'usage et respecter les articles de procédure pénale suivants : D220, D274, D277, D278 et D430.

A titre de rappel l'article 434-35 du code pénal dispose « est puni d'un an d'emprisonnement et de 15.000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à une personne détenue ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements.

La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance des personnes détenues ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit des personnes détenues. »

En application du Chapitre 6 du C.C.A.G.-F.C.S., tout manquement à ces obligations entraînera, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable et dans les conditions décrites à l'article 23 de la présente.

ARTICLE 18 – HYGIENE ET SECURITE

En cas d'inobservation par le titulaire des règles d'hygiène et de sécurité, l'administration pénitentiaire se réserve la faculté, en cas d'urgence ou de danger notamment pour les personnes, d'imposer au titulaire, sans mise en demeure préalable, l'interruption des prestations, objet du présent marché, jusqu'à la mise en conformité avec ces prescriptions. Cette interruption ne suspendra pas les délais contractuels fixés au marché.

ARTICLE 19 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de défaillance du titulaire à exécuter les prestations objet du marché, l'administration pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 36 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de non exécution de tout ou partie de la prestation, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire. Une exécution incomplète est assimilée à la non exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne exécution des prestations.

ARTICLE 20 – NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues à l'article L.2191-8 et R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

ARTICLE 21 – ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

En conséquence, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent contrat, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile et au titre de la responsabilité professionnelle découlant des principes dont s'inspirent les articles 1240 à 1242, 1792 et suivants du Code Civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 22 – RESILIATION

22.1 – Résiliation du marché

Les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S relatives à la résiliation du marché sont applicables.

Néanmoins, par dérogation à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, aucune indemnité ne sera due au titulaire.

Il est rappelé que la D.I.S.P. pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non respect des dispositions citées à l'article 16 du présent document.

22.2 – Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d’alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d’alerte prévu par l’article L.8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation au regard des dispositions prévues aux articles L.8221.3 à L.8221.5 du code du travail, la personne publique pourra appliquer la pénalité prévue à l’article 6.3.3 du présent document ou résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 23 - DROIT, LITIGE ET LANGUE

La loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents.

En cas de litiges sur l’interprétation, l’exécution ou le règlement du présent marché, à l’exclusion et pour ce qui concerne des cas relevant de l’application de plein droit par le pouvoir adjudicateur des dispositions du C.C.A.G. et des pénalités prévues au présent C.C.A.P., les parties conviennent de rechercher un accord amiable.

A défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente pour les litiges nés de l’exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le **comité consultatif du règlement amiable** qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

Le C.C.I.R.A. compétent et celui de PARIS :

Préfecture de la région Ile-de-France
Préfecture de Paris
5, rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

Le recours juridictionnel n’est possible qu’après épuisement des voies de recours amiables.

Le tribunal compétent est le **Tribunal Administratif de Melun** conformément aux dispositions de l’article R312-11 du code de justice administrative.

Tribunal Administratif de Melun :

43 Rue du Général De Gaulle
Case Postale 8630
77008 MELUN CEDEX
Tél : 01 60 56 66 30
Fax : 01 60 56 66 10

- **Langue et monnaie**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d’emploi doivent être rédigés en français. S’ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d’une traduction en français, certifiée conforme à l’original par un traducteur assermenté.

L’unité monétaire utilisée dans le cadre de ce marché est l’**Euro**.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l’Union Européenne sans avoir d’établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l’administration lui communique un numéro d’identification fiscal.

ARTICLE 24 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1240 et suivant du Code civil sont applicables dans le cadre du présent marché.

Le titulaire et son personnel s'engagent à observer le secret absolu sur les activités, les matériels et les informations dont ils pourraient avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations dans les différents sites.

Le non respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'Administration à résilier le marché aux torts du Titulaire à raison de ses fautes (à ses torts exclusifs). Le Titulaire et ses préposés accomplissant un service dans un établissement pénitentiaire sont soumis aux interdictions énumérées par le Code Pénal à l'article 434-35 et par le Code de Procédure Pénale à l'article D.220. Ces articles précisent notamment qu'il est interdit aux personnes susvisées d'introduire ou de sortir des correspondances, des sommes d'argent, ainsi que tous objets quelconques destinés aux détenus ou venant de leur part.

Toute infraction à ces articles entraînerait les sanctions prévues par le Code Pénal aux articles 434-32 et 434-35 et la résiliation du ou des marché(s) attribué(s) au titulaire.

ARTICLE 25 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le titulaire du marché s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution du marché. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent les dites conventions :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948),
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949),
- La convention sur le travail forcé (C29, 1930),
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957),
- La convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951),
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958),
- La convention sur l'âge minimum (C138, 1973),
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

La D.I.S.P. de Paris est en droit, pour l'application de la présente disposition, de demander au titulaire une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants, prestataires et fournisseurs sur le respect de ces conventions.

Le non-respect de cet engagement soumet le titulaire à l'application des dispositions de l'article 32 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 26 – TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent marché public comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel. Le présent article déroge à l'article 5.2.3 du CCAG.

Précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) suivantes : « Mise à disposition de fontaines à eau raccordées au réseau, de fontaines à bonbonne et la fourniture de bonbonnes pour les établissements et services de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris ».

La nature des opérations réalisées sur les données est l'utilisation ou la communication de ces données pour des actions liées à la prestation visée ci-dessus. La finalité du traitement est le fonctionnement du circuit mis en place dans le cadre du présent marché.

Les types de données à caractère personnel traitées sont : NOM, PRENOM, NUMERO DE TELEPHONE, ADRESSE MAIL.

Les catégories de personnes concernées sont les agents du ressort de la DISP de Paris.

Pour l'exécution des prestations objets du présent marché public, l'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes : Nom, prénom, numéro de téléphone, adresse mail des contacts dans les établissements concernés par la prestation.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 72 heures après en avoir pris connaissance et par Courriel ou courrier à l'adresse de la DISP de Paris.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel.

Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits

Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel »
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 27 - DEROGATION AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés dans le C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 3.1 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services.

L'article 26 déroge à l'article 5.2.3 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

ARTICLE 28 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En conformité avec l'article 7.1 et 7.2 du C.C.A.G F.C.S sur la protection de l'environnement, le titulaire s'engage à adopter une démarche respectueuse de l'environnement dans le cadre de l'exécution des marchés publics à réaliser.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

ARTICLE 29 – DIMENSION SOCIALE : DIVERSITE ET EGALITE F/H

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (égal-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.